



LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

La sécurité économique correspond à un niveau de vie assuré qui permet aux familles d'avoir les ressources et les conditions nécessaires pour participer pleinement et avec dignité aux activités économiques, politiques, sociales et culturelles de leur communauté.

INDICATEURS CLÉS :

- Revenu familial
- Taux de pauvreté infantile
- Dépenses des familles

SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE AU COURS DE LA DÉCENNIE

L'un des principaux indicateurs de la sécurité économique des enfants réside dans le revenu familial. Le revenu familial a des répercussions directes sur les conditions de vie des enfants, leurs possibilités de participer aux activités scolaires et communautaires et en fin de compte sur leur bien-être. Bien que de nombreux autres facteurs puissent influencer sur l'épanouissement des enfants, le revenu familial est reconnu comme l'un des principaux déterminants.

Inégalité croissante

De 1993 à 2003, le revenu annuel moyen avant impôts des familles avec enfants de moins de 18 ans a augmenté de 19%, pour passer à 76 400 \$. Cette augmentation a plus que gardé le pas avec le taux d'inflation. La croissance économique de la fin des années 1990 et du début de ce siècle a donné essor aux revenus familiaux moyens.

Toutefois, ces avantages n'ont pas été partagés équitablement. L'écart entre les familles avec les revenus les plus élevés et celles avec les plus faibles revenus s'est accru au cours de la décennie. Les gains sont allés au profit des 10% des familles avec enfants les plus riches : leur revenu moyen avant impôt a augmenté de 35% – passant de 154 100 \$ en 1993

REVENUS FAMILIAUX ANNUELS MOYENS,* 1993 À 2003

FAMILLES AVEC ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS

ANNÉE	PLUS BAS	2	3	4	5	6	7	8	9	PLUS HAUT	MOYENNE CANADIENNE	RATIO DU PLUS HAUT AU PLUS BAS DÉCILE
1993	15 000 \$	25 600 \$	35 900 \$	44 700 \$	53 500 \$	61 800 \$	71 100 \$	82 300 \$	98 900 \$	154 100 \$	64 300 \$	10,3
1995	13 500 \$	24 700 \$	35 400 \$	45 000 \$	53 800 \$	64 500 \$	73 600 \$	85 000 \$	102 100 \$	159 200 \$	65 600 \$	11,8
1997	13 500 \$	24 000 \$	34 400 \$	43 500 \$	53 500 \$	63 400 \$	73 700 \$	85 600 \$	103 300 \$	169 500 \$	66 500 \$	12,6
1999	14 700 \$	27 400 \$	37 500 \$	47 400 \$	57 000 \$	66 600 \$	77 500 \$	90 900 \$	109 300 \$	186 400 \$	71 500 \$	12,7
2001	16 000 \$	29 200 \$	39 600 \$	49 200 \$	59 600 \$	69 600 \$	80 500 \$	93 800 \$	114 700 \$	204 300 \$	75 700 \$	12,8
2003	16 100 \$	29 500 \$	39 300 \$	49 100 \$	59 800 \$	70 200 \$	81 200 \$	95 400 \$	115 500 \$	208 300 \$	76 400 \$	12,9
augmentation en % de 1993 à 2003	7,3	15,2	9,5	9,8	11,8	13,6	14,2	15,9	16,8	35,2	18,8	
augmentation en \$ de 1993 à 2003	1 100 \$	3 900 \$	3 400 \$	4 400 \$	6 300 \$	8 400 \$	10 100 \$	13 100 \$	16 600 \$	54 200 \$	12 100 \$	

* en dollars constants de 2003.

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, fichier maître.

à 208 300 en 2003. Les 10% des familles les plus pauvres ont vu une croissance de leur revenu beaucoup plus modeste dans la décennie. En 2003, leur revenu annuel moyen n'avait augmenté que de 7%, à 16 100 \$. C'est-à-dire qu'en 2003, les 10% des familles avec enfants les plus riches gagnaient 13 \$ pour chaque dollar gagné par les familles les plus pauvres. Dix ans plus tôt, cette proportion était de 10 \$ pour chaque dollar. Cet écart croissant du revenu marginalise encore plus les enfants et les jeunes des familles à faible revenu, et il peut menacer leur épanouissement et leurs chances dans la vie. Beaucoup de familles en bas de l'échelle des revenus sont des immigrants récents, des minorités visibles, des Autochtones, des familles monoparentales dirigées par une femme et des personnes handicapées.

Les familles de travailleurs pauvres ont du mal à s'en sortir

Les changements du marché du travail ont eu des répercussions sur les revenus au bas de l'échelle. On a vu une augmentation des emplois précaires, avec davantage d'emplois temporaires, à temps partiel, contractuels et saisonniers. Les emplois non conventionnels représentent maintenant 37% de tous les emplois au Canada, par rapport à 25% dans la moitié des années 1970. C'est-à-dire qu'il y a moins de travailleurs qui sont en mesure d'avoir un emploi suffisamment rémunéré, avec assez d'heures de travail et d'avantages sociaux pour permettre à leur famille de joindre les deux bouts.

Même ceux qui travaillent à temps plein toute l'année n'arrivent pas nécessairement à s'en sortir. La proportion croissante d'enfants pauvres qui ont leurs parents dans la main d'œuvre est un clair indicateur de ce problème. Près d'un quart (24%) des enfants vivant dans la pauvreté en 1993 avaient au moins un parent qui avait travaillé à temps plein toute l'année. À partir de 2003, cette proportion était passée à 31% – presque un tiers. Malgré une forte croissance économique et de l'emploi pendant cette période, le taux de pauvreté des enfants de moins de 18 ans dans des familles où au moins un parent avait travaillé à temps plein toute l'année, n'a pratiquement pas changé (9%).

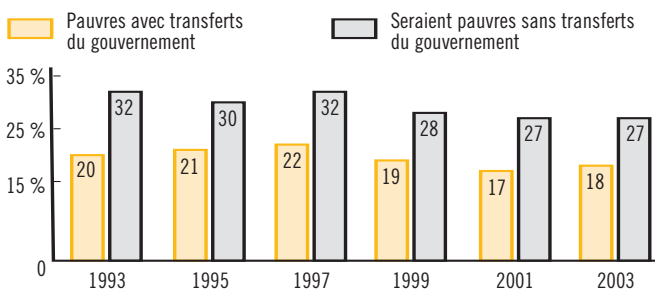
Transferts du gouvernement

Selon une étude de Statistique Canada, les transferts du gouvernement – comme la Prestation nationale pour enfants, l'assurance-emploi (a.-e.) et le crédit de TPS – continuent de jouer un rôle important de soutien aux familles en des temps de revenus du marché instables et d'emplois plus précaires.

On peut le constater dans le nombre d'enfants qui ne vivaient pas dans la pauvreté à la suite des transferts du gouvernement. En 2003, les transferts du gouvernement ont aidé 628 000 enfants à éviter de se trouver dans la pauvreté. Sans ces transferts, le taux de pauvreté infantile au Canada se serait élevé à 27%.

Les augmentations de la Prestation nationale pour enfants ont été de toute importance, étant donné que l'a.-e. et l'assistance sociale ont fortement perdu de leur valeur.

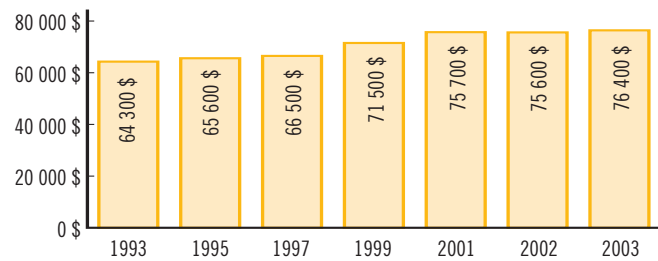
PROPORTION D'ENFANTS PAUVRES, OU QUI SERAIENT PAUVRES, AVEC ET SANS TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT



Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, plusieurs années.

INDICATEURS CLÉS

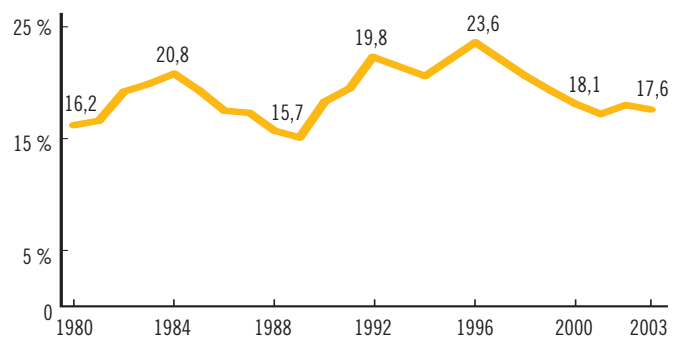
REVENU FAMILIAL ANNUEL MOYEN FAMILLES AVEC ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS



Note : Le total du revenu familial avant impôts comprend les transferts du gouvernement, en dollars constants de 2003.

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, plusieurs années.

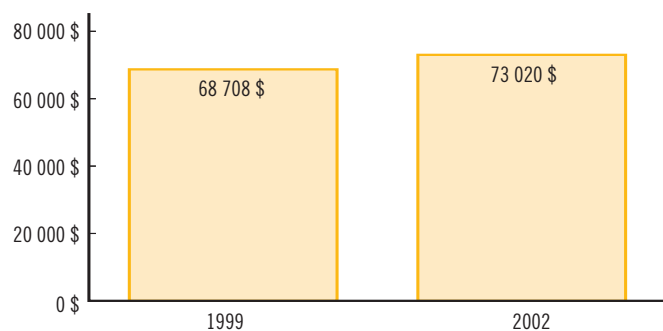
TAUX DE PAUVRETÉ DES ENFANTS



Note : enfants de moins de 18 ans.

Source : Statistique Canada, Tendances du revenu au Canada, 2003.

MOYENNE DES DÉPENSES TOTALES* FAMILLES AVEC ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS



* En dollars constants 2002

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages, 1999 et 2002.

TAUX DE PAUVRETÉ DES ENFANTS (%)

	1989	1996	2000	2001	2002	2003
T-N et LAB	20,0	25,9	26,5	21,6	23,8	21,8
I-P-É	13,2	17,4	14,8	12,6	12,4	11,3
N-É	16,0	23,0	18,6	19,1	20,5	20,7
N-B	17,7	19,7	16,4	14,8	16,9	17,3
QUÉ	15,9	24,2	20,4	19,4	17,7	16,7
ONT	11,6	23,1	16,2	15,1	16,4	16,1
MAN	22,5	26,9	23,3	22,5	22,7	22,1
SASK	21,7	25,2	20,0	19,1	20,3	18,3
ALB	19,0	23,8	15,6	14,9	14,5	15,6
C-B	14,3	22,8	18,9	19,9	24,2	23,9
CANADA	15,1	23,6	18,1	17,2	18,0	17,6

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Tendances du revenu au Canada, 2003.

LA PAUVRETÉ CHEZ LES ENFANTS

En 1989, la Chambre des communes avait passé unanimement une résolution de «s'efforcer à atteindre le but d'éliminer la pauvreté chez les enfants canadiens d'ici l'an 2000». Trois ans après cette date limite, plus de 1,2 million d'enfants canadiens vivaient encore dans la pauvreté, soit un enfant sur six.

La pauvreté infantile a un peu régressé à la fin des années 1990 et au début du millénaire, en grande partie à cause de la croissance économique et des investissements sociaux. Mais il semblerait que les progrès se soient arrêtés là.

Les familles monoparentales dirigées par une femme ont les taux de pauvreté les plus élevés. Leur situation s'est améliorée de 1993 à 2001, mais s'est détériorée depuis. Les enfants élevés par une mère monoparentale ont trois fois le taux de pauvreté de celui de tous les enfants et quatre fois le taux des enfants en famille biparentale. En 2003, les taux de pauvreté des enfants dans les provinces s'étaient de 11,3% à l'Île du Prince-Édouard à 23,9% en Colombie-Britannique.

La pauvreté s'approfondit

Bien que ce soit un objectif important de réduire le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté, il est tout aussi important de réduire la profondeur de la pauvreté. Certains revenus sont si bas que les familles peuvent à peine subsister.

La profondeur de la pauvreté se mesure par l'écart entre la moyenne des faibles revenus et le SFR. C'est un indicateur critique de l'impact tant des politiques publiques que des forces du marché du travail.

Les couples pauvres avec des enfants étaient en moyenne à 9 900 \$ sous le SFR en 2003 – une amélioration minime depuis 2000. Les familles de mères monoparentales étaient en moyenne à 9 600 \$ sous le seuil de pauvreté en 2003 – 6% pire qu'en 2000.

Les enfants dans des familles biparentales sans aucun salaire – dont la plupart sont à l'assistance sociale – subissaient la pauvreté la plus profonde en 2003. Ces familles vivaient en moyenne à 15 300 \$ sous le seuil de pauvreté. Pour ces familles, la profondeur de la pauvreté est restée constamment élevée depuis la moitié des années 1990. Et elle est plus profonde qu'en 1989.

La pauvreté chronique

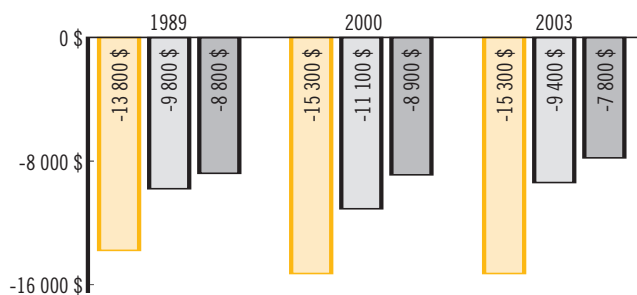
Certains enfants entrent et sortent de la pauvreté, d'habitude en raison de la réussite, ou de l'incapacité, de leurs parents de trouver un emploi à temps plein bien rémunéré. Les conséquences financières d'une rupture familiale ou d'une famille reconstituée font aussi entrer ou sortir les familles de la pauvreté.

Les rapports précédents du Progrès ont présenté des informations probantes qui montrent que la pauvreté profonde et persistante a des répercussions critiques sur l'épanouissement et le bien-être des enfants, tant à court terme qu'à long terme. Par exemple, les enfants qui vivent dans une pauvreté chronique sont moins susceptibles d'être préparés intellectuellement à commencer l'école. Quand ils y vont, ils ont des expériences scolaires moins positives et moins réussies – avec de plus mauvais résultats en lecture, en maths, en sciences et en écriture. Ils ont plus tendance à avoir des troubles affectifs, à faire preuve d'anxiété et de comportements agressifs et d'hyperactivité. Ils ont plus tendances que les autres enfants non pauvres à s'impliquer dans des activités illégales.

PROFONDEUR DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS, SELON LE TYPE DE FAMILLE
FAMILLES AVEC ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS

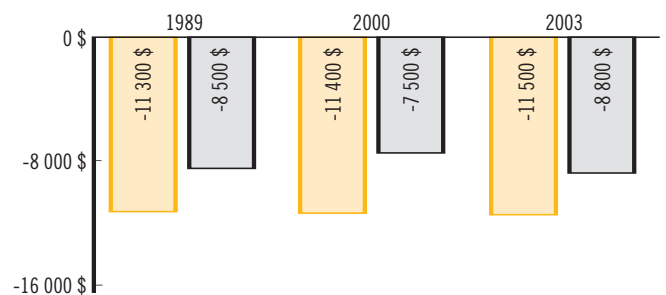
FAMILLES BIPARENTALES

■ Aucun salaire ■ Un salaire ■ Deux salaires



FAMILLES MONOPARENTALES DIRIGÉES PAR UNE FEMME

■ Aucun salaire ■ Un salaire



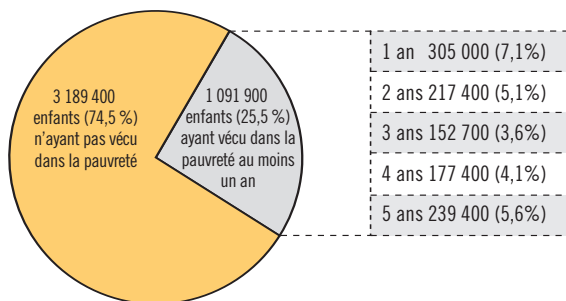
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Tendances du revenu au Canada, 2003.



De 1996 à 2000, on comptait 488 000 enfants et jeunes de moins de 18 ans (10%) qui ont vécu cinq ans ou plus dans la pauvreté. Heureusement, c'est une plus petite proportion d'enfants qui vivent dans une pauvreté chronique. Les trois quarts des enfants de moins de 18 ans en 1999 n'avaient pas connu la pauvreté entre 1999 et 2003, tandis qu'un quart avait vécu au moins un an dans la pauvreté au cours de cette période. Un enfant sur 17 (6%) avait passé l'ensemble des cinq années dans la pauvreté.

PERSISTANCE DE LA PAUVRETÉ DES ENFANTS

NOMBRE D'ANNÉES QUE LES ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS ONT VÉCU DANS LA PAUVRETÉ, DE 1999 À 2003



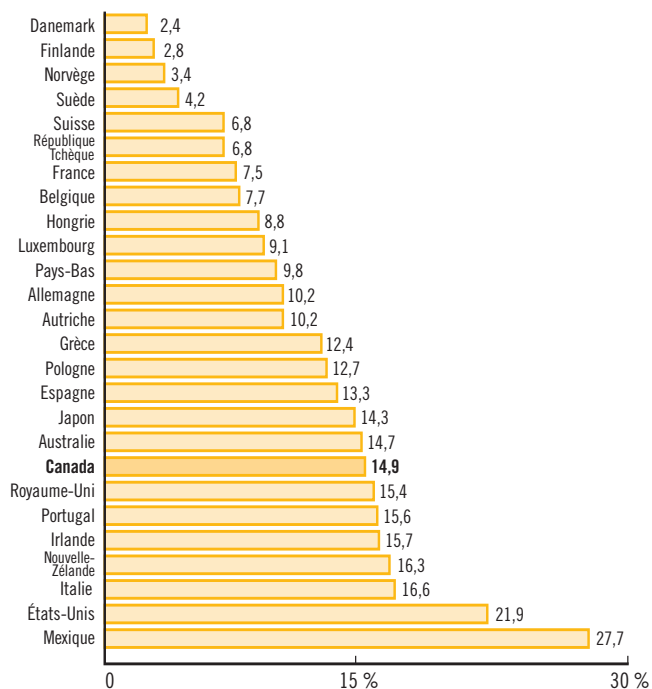
Note : Seuils du faible revenu avant impôts, sur la base de 1992.

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, fichier maître (1998-2003) et Tendances du revenu au Canada (1993-2001).

Comparaisons internationales

Dans une enquête globale menée en 2005 sur les taux de pauvreté des enfants, l'UNICEF a classé le Canada en 19e place par rapport à 26 autres pays industrialisés. Chaque pays qui dépensait plus de 10% de son PIB en programmes sociaux pour les familles avec enfants, avait un taux de pauvreté infantile inférieur à 10%. Ces pays comprenaient le Danemark, la Norvège, la Finlande et la Suède – tous ayant des taux de pauvreté infantile inférieurs à 5%. Au contraire, le Canada alloue un peu plus de 5% de son PIB aux programmes sociaux et notre taux de pauvreté infantile est presque de 15%.

Taux internationaux de pauvreté des enfants (%)



Source : UNICEF, Innocenti Research Centre. La pauvreté des enfants dans les pays riches 2005.

On mesure la pauvreté en utilisant les Seuils de faibles revenus (SFR) de Statistique Canada, sur la base de 1992. Les SFR tiennent compte de la taille de la famille et de la communauté dans laquelle la famille réside. En 2003, le SFR était de 31 952 \$ pour une famille de quatre vivant dans une grande agglomération urbaine et de 26 396 \$ pour une famille de trois.



QUI EST PAUVRE?

Certains enfants et jeunes au Canada ont plus tendance que d'autres à vivre dans la pauvreté. C'est particulièrement le cas pour les enfants Autochtones, ceux qui sont immigrants récents, ceux qui font partie des minorités visibles et ceux qui ont des limitations d'activités.

Par exemple, les jeunes Autochtones de 15 à 24 ans avaient un taux de pauvreté de 37% en 2001, par rapport à 19% chez les jeunes non Autochtones. Également, 42% des enfants immigrants de moins de 15 ans étaient pauvres, par rapport à 17% des enfants nés au Canada.

Parmi tous les enfants et les jeunes immigrants, les immigrants récents étaient plus susceptibles d'être pauvres. Près de la moitié (49%) des enfants de moins de 15 ans qui ont immigré au Canada entre 1996 et 2001 étaient pauvres, par rapport à 31% de ceux qui ont immigré entre 1991 et 1995, et 25% de ceux qui ont immigré entre 1986 et 1990.

Même si la pauvreté dans ces quatre groupes vulnérables demeure élevée, les taux ont dans l'ensemble diminué de 1996 à 2001. Le taux de pauvreté des enfants de moins de 15 ans avec des limitations d'activités a diminué de 23% et chez les enfants Autochtones de 21%. Le taux de pauvreté des jeunes Autochtones de 15 à 24 ans a diminué de 18% et chez les jeunes des minorités visibles, de 19%.



DÉPENSES DES FAMILLES

En 2002, les familles biparentales avec des enfants avaient en moyenne des dépenses totales de 73 020 \$ par an – une hausse de 6,3% depuis 1999.

L'augmentation des dépenses la plus marquante a porté sur l'éducation, y compris pour des articles comme les livres de cours, les frais de scolarité et les tarifs scolaires. En 2002, les familles biparentales dépensaient en moyenne 1 464 \$ pour des frais liés à l'éducation, une hausse de 23% depuis 1999. Les coûts de l'éducation ont augmenté constamment, avec une hausse de 36% entre 1996 et 1999, puis une autre de 23% de 1999 à 2002.

Les dépenses pour les cadeaux et les dons, et les dépenses en ameublement sont les deux autres domaines montrant de fortes hausses, les deux ayant augmenté de 20% de 1999 à 2002.

Le coût des transports suivait de près. Il a augmenté de 8 449 \$ à 9 816 \$, soit une hausse de 16%. Les familles ont aussi dépensé davantage en soins de santé. Les familles biparentales avec des enfants ont dépensé en moyenne 1 594 \$ en soins de santé en 2002, une hausse de 13% depuis 1999.

Tandis que la plupart des dépenses ont augmenté, les dépenses dans trois domaines ont diminué – pour les services de garde, les vêtements et les livres.

QUI A TENDANCE À ÊTRE PAUVRE?

% DE CANADIENS PAUVRES, SELON LA TRANCHE D'ÂGE ET VARIABLES SÉLECTIONNÉES

	MOINS DE 15 ANS		DE 15 À 24 ANS		TOUS LES CANADIENS	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001
Population totale	23	19	24	20	20	16
Avec des limitations d'activités	37	28	38	31	31	23
Sans limitations d'activités	23	18	23	19	18	15
Immigrants	51	42	41	33	28	22
Non immigrants	22	17	21	17	18	15
Autochtones	52	41	45	37	43	34
Non Autochtones	23	18	24	19	19	16
Minorités visibles	43	34	39	32	36	28
Pas dans minorités visibles	20	16	22	17	18	14

Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des échantillonnages sur mesure de données du Recensement de Statistique Canada, 1996 et 2001.



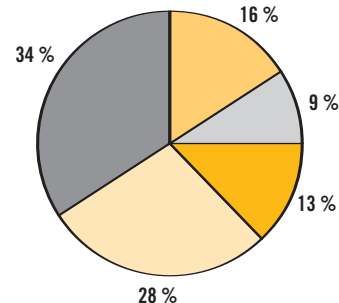
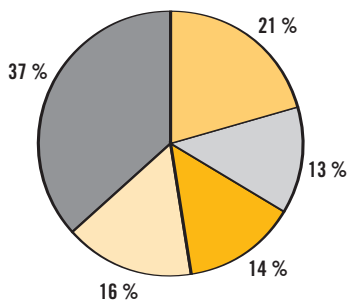
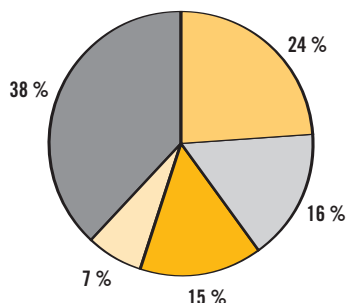
MOYENNE DES DÉPENSES, SELON LE NIVEAU DU REVENU FAMILIAL, 2002
FAMILLES AVEC ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS

MOINS DE 48 000 \$

48 000 \$ À 78 999 \$

79 000 \$ ET +

Logement Alimentation Transports Impôts sur le revenu Autre



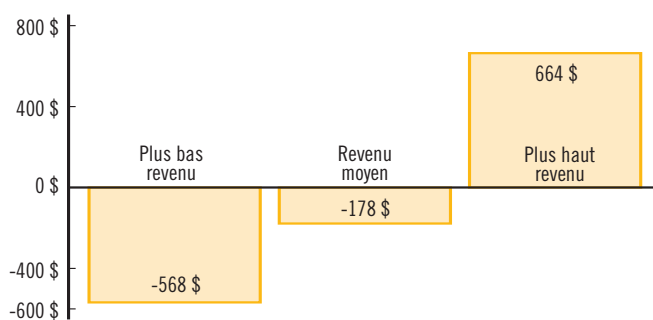
Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages, 2002.

Différentes caractéristiques de dépenses

Les familles à faible revenu dépensent proportionnellement une plus grande partie de leur revenu pour l'alimentation et le logement. En 2002, les familles à faible revenu avec des enfants de moins de 18 ans ont dépensé 24% de leur revenu total pour le logement et 16% pour l'alimentation. Dans les familles à revenu élevé, les plus grosses dépenses allaient aux impôts sur le revenu personnel (28%) et le logement (16%). Pour les familles de la classe moyenne, les plus grosses dépenses allaient au logement (21%) et aux impôts sur le revenu personnel (16%).

Une fois toutes les factures payées, les familles en haut de l'échelle des revenus avaient de l'argent qui leur restait en fin de mois pour mettre dans leur compte d'épargne. Il ne restait rien aux familles de la classe moyenne et celles en bas de l'échelle des revenus.

ARGENT RESTANT EN FIN DE MOIS, APRÈS TOUTES LES DÉPENSES, 2002
FAMILLES AVEC ENFANTS DE MOINS DE 18 ANS

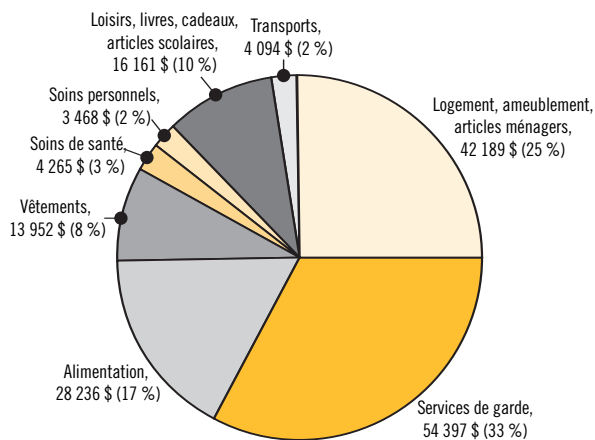


Source : Calculs du Conseil canadien de développement social, d'après des données de Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des ménages, 2002.

COÛTS POUR ÉLEVER UN ENFANT

Comme tous les parents le savent, cela coûte cher d'élever des enfants de nos jours. Le gouvernement du Manitoba a fait le suivi de ces coûts et selon leurs données, en 2004 il en coûtait 166 762 \$ pour élever un enfant de la naissance à l'âge de 18 ans.

COÛTS ESTIMATIFS DE L'ÉDUCATION D'UN ENFANT JUSQU'À L'ÂGE DE 18 ANS, 2004



Source : Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales Manitoba, 2004.

PERCEPTIONS DE LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

Les jeunes au Canada se sentent un peu moins sûrs de la situation économique de leur famille, mais ils sont plus optimistes pour leurs propres perspectives d'emploi.

En 2003, lorsqu'on leur a demandé si, à leur avis, le revenu de leur famille était suffisant pour subvenir aux besoins essentiels, 56% des jeunes de 16 à 24 ans pensaient qu'il était suffisant, en baisse de 7% depuis 2001.

Seulement 14% des jeunes en 2003 ont dit qu'ils avaient de forts risques de perdre leur emploi au cours des deux prochaines années, par rapport à 21% qui étaient de cet avis en 2001. Les jeunes étaient aussi plus optimistes sur leurs perspectives de retrouver un emploi équivalent dans les six mois si le cas se présentait – 16% en 2003, par rapport à 14% en 2001. En outre, 88% pensaient que s'ils perdaient leur emploi, leur famille les aiderait.



SOURCES

- Campagne 2000. *Une décision s'impose au Canada, 2005*. Rapport sur la pauvreté des enfants au Canada, 2005. Toronto: Campagne 2000.
- Conseil canadien de développement social. *Indice de sécurité personnelle*. Ottawa : CCDS, 2001, 2002 & 2003.
- Agriculture, Alimentation et initiatives rurales Manitoba. «Coûts estimatifs de l'éducation d'un enfant jusqu'à 18 ans», dans *Finances de la famille*, 1995 & 2004.
- Statistique Canada. *Recensement*, 1996 & 2001.
- Statistique Canada. «Instabilité des gains familiaux - 1986 à 1991 et 1996 à 2001, dans *Le Quotidien*, 2 novembre 2005.
- Statistique Canada. *Tendances du revenu au Canada*, 2003.
- UNICEF Innocenti Research Centre. *La pauvreté des enfants dans les pays riches*, 2005.